

GÉRARD
ARAUD

Leçons de diplomatie

**LA FRANCE
FACE AU MONDE
QUI VIENT**



LEÇONS DE DIPLOMATIE

DU MÊME AUTEUR

Passeport diplomatique. Trente-sept ans au Quai d'Orsay, Grasset, 2019.

Henry Kissinger. Le diplomate du siècle, Tallandier, 2021 ; « Texto », 2023.

Histoires diplomatiques. Leçons d'hier pour le monde d'aujourd'hui, Grasset, 2022.

Nous étions seuls. Une histoire diplomatique de la France, 1919-1939, Tallandier, 2023 ; « Texto », 2024.

Israël. Le piège de l'Histoire, Tallandier, 2024 ; « Texto », 2025.

Gérard Araud

LEÇONS DE DIPLOMATIE

La France face au monde qui vient

TALLANDIER

© Éditions Tallandier, 2025
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-6621-2

*« Remarquez bien, Messieurs,
que je ne blâme ni n'approuve ; je raconte. »*

Talleyrand

Avant-propos

Les réactions des Européens aux guerres en Ukraine et à Gaza prouvent qu'ils ont oublié la logique de fer qui sous-tend les relations internationales. Ils redécouvrent la guerre et ne la comprennent plus. Stupéfaits, ils voient des pays y recourir comme un instrument de politique étrangère sans s'embarrasser du droit, des Nations unies ou de tout prétexte vertueux. Sur leur propre continent qu'ils jugeaient définitivement pacifié, ils assistent à l'invasion de son voisin par une grande puissance et constatent qu'elle ne suscite que l'indifférence du reste du monde. Leurs ancêtres, eux, n'auraient pas été surpris par ces événements et ils n'auraient pas perdu leur temps à pousser de hauts cris et à invoquer la morale. Ils avaient tiré les leçons amères de leur longue histoire. Dans ce contexte – il est vrai exceptionnel, au moins pour des Européens qui sortent de soixante-dix-sept ans de paix –, le diplomate éprouve les plus grandes difficultés à se faire entendre alors que l'opinion publique appelle à défendre la victime et à punir l'agresseur. Il sait que les recettes éprouvées pour éviter les guerres ou, à défaut, pour y mettre un terme ne répondent qu'imparfaitement à cette demande.

C'est ainsi que, dans mes chroniques hebdomadaires dans *Le Point* comme dans mes interventions médiatiques, notamment sur LCI, et dans les médias sociaux, j'ai essayé de remplir le rôle ingrat de l'expert qui décrit une situation sur la base des faits et de ses connaissances et en tire des conséquences qui ne correspondent pas toujours à ses vœux mais lui semblent refléter la réalité.

Rôle ingrat, parce que l'être humain demande des certitudes rassurantes et pas des analyses décevantes, des opinions tranchées et pas des nuances. J'ai donc été vilipendé par les pro- et les antirusse et par les pro- et les anti-israéliens. La raison en est peut-être que je n'ai d'autre ambition que de définir le « champ du possible » en politique étrangère. Je partage les exigences morales de mes contemporains mais je refuse de rejoindre le quadrille des bonnes âmes qui, imperturbablement, formulent des vœux pieux sans se préoccuper d'expliquer comment les exaucer.

Le diplomate n'aurait donc pas de cœur, pas de tripes ? Évidemment qu'il en a, mais il doit les dominer pour comprendre avant de juger et de conseiller. C'est cet exercice de lucidité que ce livre veut expliquer sur la base de mon expérience, que j'ai évoquée dans mes *Mémoires*¹. Une expérience qui m'a conduit à traiter de nombreux dossiers, mais pas tous. Si j'ai passé quatorze ans aux États-Unis au service de la France, je n'ai fait qu'effleurer l'Amérique latine mais aussi certains grands dossiers multilatéraux – le changement climatique en particulier. Je connais bien peu l'Afrique. Ce livre reflétera les points forts et les lacunes de ma carrière et conduira à des conclusions qui, à l'évidence, traduisent une vision personnelle des relations internationales.

C'était là où se concluait cet avant-propos quand les récents événements sont venus percuter la sérénité d'une analyse qui voulait s'inscrire dans le long terme. Il y a, en effet, des moments où l'Histoire soudain s'accélère, où des semaines s'imposent comme plus significatives que des années, sans qu'on sache si ce n'est qu'un remous ou si les rapides se rapprochent. Nous ne pouvons attendre que l'expérience nous l'apprenne : nous devons nous préparer sans jamais exclure le pire. La France a trop souffert de l'avoir oublié dans le passé pour ne pas le comprendre.

En effet, en quelques semaines, la réélection de Donald Trump a bouleversé nos certitudes, d'abord par la manière brutale et incohérente dont s'exprime l'homme le plus puissant au monde, et, ensuite et surtout, par l'affirmation d'une politique où valeurs, alliances et amitiés s'effacent devant la force au service des intérêts les plus immédiats et les plus égoïstes.

Nous devons ne pas nous laisser submerger par le flot d'informations quasi quotidiennes que va susciter Trump pour comprendre le moment que nous vivons. En effet, la crise, quelque spectaculaire qu'elle apparaisse, s'inscrit dans une évolution globale qui ne date pas de cette investiture ni même de la première. À ce titre, elle survivra au départ de la Maison-Blanche du 45^e et 47^e président des États-Unis. C'est sous cet angle que Trump doit nous intéresser. Il ne faut pas perdre le recul nécessaire pour voir l'histoire derrière l'homme. Il est le symptôme, il n'est pas la maladie : c'est le premier qui nous permet de deviner la seconde, mais c'est celle-ci qui importe, d'autant plus qu'elle sévit bien au-delà des frontières des États-Unis pour concerner la plupart des pays occidentaux. « Ils ne mouraient pas tous

mais tous étaient frappés », dit La Fontaine. Il ne faut pas certes pas négliger l'encombrant locataire de la Maison-Blanche, mais non plus en être obsédé. La transition que nous vivons dépasse de loin ses foucades, si surprenantes soient-elles. Il nous faut deviner la signification profonde des événements derrière une actualité foisonnante.

Introduction

« La voile carrée d'un navire
croisant sur les eaux bleues de la Méditerranée,
au large d'Hippone, apporte de Rome
la nouvelle inconcevable que des hommes
existent encore mais que leur monde n'est plus. »

Saint Augustin apprenant la chute de Rome
aux mains des barbares, en 410

J'ai été un diplomate des temps heureux. J'ai vu l'effondrement du bloc communiste ; j'ai pleuré à la chute du mur de Berlin et vibré au renversement de Ceaușescu. Pendant les quarante ans où j'ai servi mon pays, triomphait dans le monde le bref « moment occidental » qui voyait s'affirmer la domination politique, militaire, financière, économique et culturelle quasi incontestée des États-Unis et, derrière eux, de leurs alliés. Rien ne nous menaçait plus dans notre existence. Nos interventions militaires ressemblaient aux expéditions coloniales des temps jadis où des canonnières et des troupes de marine venaient imposer notre ordre. D'autres se massacraient, mais ils le faisaient avec nos armes

et en respectant nos intérêts. Nous pouvions même satisfaire notre bonne conscience en leur procurant de l'aide humanitaire et en les abreuvant de nos conseils et de nos objurgations. Le plus souvent, nous nous contentions de leur envoyer un contingent d'inefficaces Casques bleus des Nations unies, recrutés chez d'autres.

Nous, Européens, nous rêvions d'un monde ordonné autour du droit international et du multilatéralisme. Avec les Américains, nous tenions d'une main ferme les institutions internationales, que ce soit l'Organisation des Nations unies (ONU), le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale ; nous réunissions des conférences où nous pouvions transformer notre vision du monde en conventions et traités. Oui, c'était bel et bien la « fin de l'histoire » qu'annonçait l'essayiste américain Francis Fukuyama, un avenir radieux qui verrait la diffusion planétaire de la démocratie libérale où seules quelques communautés rétives conduiraient une résistance tribale sans espoir d'arrêter une vague qui submergerait tout. On passait de la tragédie au drame, bourgeois en Europe et quelquefois sanglant ailleurs, mais rien qui ne remette en cause un monde désormais sur des rails qui n'appelaient ni métaphysique ni angoisse. L'Occident l'avait emporté ; tout le monde voulait l'imiter ou le voudrait tôt ou tard.

Partout s'affirmaient la primauté du marché et la croyance aveugle au libre-échange et à l'affaiblissement des frontières. Tout – capitaux, biens, personnes, idées – devait circuler librement. Apparaissait une classe mondialisée de gestionnaires anglophones qui buvaient les mêmes cocktails et regardaient les mêmes séries télévisées de Shanghai à Los Angeles, de Londres à Singapour. La folie des hommes

n'était plus qu'un souvenir de temps archaïques ou une fantaisie d'enclaves vouées à la disparition.

Dans ce contexte, la politique étrangère d'un pays comme la France consistait à participer au conseil d'administration de cette humanité pas encore apaisée mais en voie de l'être. Pour la première fois depuis sa naissance, il y a plus de mille ans, notre pays n'était menacé d'aucune invasion. Une Europe pacifiée réglait ses comptes dans les corridors de Bruxelles dans le cadre de procédures assez opaques pour décourager les passions des peuples. Oui, il y avait encore quelques voyous à domestiquer, des querelles de famille, des souffrances et des atrocités, mais loin de nos côtes : rien qui ébranlât nos certitudes, rien qui troublât nos nuits.

Des siècles de guerre qui s'étaient conclus par deux conflits mondiaux et un génocide n'étaient que le *memento mori* qui soulignait, par contraste, combien nous, Européens, revensions de loin, et nous dissuadait de vouloir y retourner. Je négociais en anglais avec des partenaires ou des alliés sur des désaccords qui n'avaient rien de fondamental pour introduire dans des textes qui n'étaient pas capitaux des nuances imperceptibles ou oubliées dès le lendemain. Face à des adversaires, l'affrontement parfois verbalement brutal était atténué par la certitude que, quoi qu'il arrive, il ne mènerait pas à la guerre : cet horizon de tous les diplomates qui m'avaient précédé semblait s'être évanoui pour toujours. Nous les Européens, horrifiés par les fruits du nationalisme, indifférents à des frontières que nous traversons si facilement parfois sans même nous en rendre compte, nous avons cru que les aspirations des sociétés devaient toujours l'emporter sur les ambitions des États. La géopolitique n'existerait plus et se dissoudrait dans le social.

À nos yeux, les volontés nationales de puissance n'étaient qu'illusions dérisoires. La régulation, la société civile, les valeurs, la mondialisation et le droit devraient régner en maîtres. Oui, c'était un temps heureux dans notre péninsule européenne, en Amérique du Nord et dans quelques îlots qui nous avaient rejoints et bénéficiaient de cette Pax Americana.

En effet, c'était sous la bannière étoilée que s'abritait ce bonheur. Sans nous l'avouer, nous le vivions à l'ombre et à l'abri du gros bâton du gendarme américain, quitte à ce que celui-ci prenne des libertés avec les règles lorsqu'il le jugeait nécessaire pour ses intérêts, comme le fait toute police – mais après tout, les nôtres n'étaient pas très différents des siens. Pendant la guerre froide, c'étaient l'armée et la dissuasion nucléaire américaines qui nous avaient protégés et autorisés à atteindre un niveau de sécurité, de prospérité et de liberté inégalé dans notre histoire depuis la chute de l'Empire romain. Après l'effondrement du bloc communiste, les États-Unis étaient la seule superpuissance qui dominait le monde, et elle ne nous était pas inamicale.

Un changement d'ère

Au moment où je quittais mes fonctions d'ambassadeur à Washington, en 2019, se faisaient ressentir les frémissements annonciateurs d'un séisme qui ébranlerait ces certitudes les unes après les autres. Le premier grondement avait été le retour fulgurant de la puissance chinoise. Elle représentait une interrogation géopolitique majeure puisqu'il fallait l'intégrer dans un nouvel ordre asiatique alors que ses voisins

faisaient entendre leurs inquiétudes, et les États-Unis, leur détermination à défendre leur suprématie. C'était, de surcroît, un défi politique et idéologique en combinant progrès économique et régime autoritaire. Fukuyama, qui avait prédit que le capitalisme portait avec lui la démocratie libérale, s'était trompé : il y avait désormais un autre modèle que l'occidental qui associait prospérité et autorité, vers lequel pouvaient lorgner tous les pays – et ils sont nombreux – qui n'ont aucune envie de courir le risque de la démocratie. Par ailleurs, la crise financière de 2008-2009 a paru sonner le glas des prétentions du bloc occidental à prouver que liberté politique rimait avec efficacité économique.

Mais c'est de notre sein même qu'est venu le séisme dévastateur. En juin 2016, la « nation de boutiquiers » que raillait Napoléon décidait de quitter le plus grand marché unique au monde. Les Britanniques, ce peuple modéré, pragmatique et raisonnable, sautaient le pas sans la moindre analyse des conséquences prévisibles de leur vote sur la base de la seule réclamation de la souveraineté. Quelques mois plus tard, de manière peut-être encore plus surprenante, les États-Unis élaient un président qui représentait la négation de la démocratie libérale par son nationalisme, son isolationnisme et son protectionnisme. Ironie ou logique de l'Histoire, c'est en Grande-Bretagne et aux États-Unis qu'avaient triomphé avec Thatcher en 1979 et avec Reagan en 1981 les préceptes qu'on devait parfois ranger sous le nom générique de *néo-libéralisme* : libre-échange, réduction du rôle de l'État, croyance dans le marché, baisse des impôts. C'est dans les mêmes pays, quarante ans plus tard, qu'étaient ainsi remises en cause ces convictions qui avaient fini par l'emporter, en Occident du moins. Boris Johnson

et Donald Trump renvoyaient au magasin des accessoires la Dame de Fer et l'acteur de série B. C'est toujours en anglais que le capitalisme définit ses orientations.

En effet, une partie substantielle de nos citoyens se révolte contre un « système » qu'ils accusent de ne plus servir leurs intérêts et leurs valeurs. Ils sont donc prêts à renverser la table à laquelle ils ont l'impression de ne plus avoir accès. Puisque les partis traditionnels les ont abandonnés, ils cherchent ailleurs et se tournent vers les marginaux d'hier qui peuvent se targuer d'avoir dénoncé depuis longtemps la démocratie libérale, ses partis et ses élites au nom d'un peuple transcendant dont ils prétendent être les porte-parole. L'extrême droite, qui s'était longtemps tue après son rôle au cours de la Seconde Guerre mondiale, relève donc partout la tête et a vu dans le Brexit et dans Trump des inspirations et des modèles. En Europe continentale, on en est venu à forger le concept de « démocratie illibérale », c'est-à-dire d'une démocratie plébiscitaire privée de l'appareil habituel des contre-pouvoirs – justice et presse indépendantes notamment – qui ont la charge de défendre les libertés des individus et les droits des minorités.

Les événements ont servi et accentué cette crise. La Covid a exigé des gouvernements des mesures exceptionnelles dont chacune était plus ou moins la négation des certitudes du passé. Que veut dire la division internationale du travail si de grandes économies modernes sont incapables de fournir des masques de papier à leurs citoyens, si la fermeture soudaine de ports en Chine conduit au chaos dans les économies du monde entier et si les pays producteurs de médicaments peuvent les réserver à leur population et en demander des prix exorbitants à l'exportation ? Comment

se faire l'avocat de la rigueur budgétaire alors que, pendant des mois, les États ont dépensé des sommes colossales pour permettre à leur population de ne pas travailler et ont donc accepté l'explosion de leur déficit budgétaire et de leur dette ? Comment continuer à critiquer le rôle de l'État alors que toutes les sociétés se sont tournées vers lui pour assurer leur protection sanitaire et leur survie économique ? Que devient le marché réduit au silence par les circonstances exceptionnelles ? Et ces frontières dont on dénonçait hier l'archaïsme et derrière lesquelles on se protège piteusement ? Le thème de la nation et donc des frontières qui la définissent disparaît. Le monde se fragmente sous nos yeux et sous les applaudissements d'une bonne partie de nos concitoyens.

La politique internationale s'est mise de la partie. Les États-Unis ont conclu que le défi que leur jetait la Chine était insupportable, et ils ont décidé de le relever. Sous Trump, ils l'ont fait par le protectionnisme le plus élémentaire ; sous Biden, le concept s'est affiné puisque, comme l'expliqua le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan dans son discours du 17 septembre 2022, l'objectif devait être d'empêcher le rival de devenir une économie avancée en lui interdisant l'accès à la technologie américaine. Voilà donc de nouveaux obstacles aux échanges internationaux qui, par le biais des sanctions secondaires, sont autant de contraintes qui s'imposent à toutes les entreprises internationales voulant préserver leur accès au marché américain. En 2024, la réélection de Donald Trump, grand adepte d'un protectionnisme agressif, a annoncé la poursuite et l'aggravation de cette politique.

Mais c'est l'invasion russe de l'Ukraine, le 24 février 2022, qui a sonné le glas du monde de la globalisation. Non seulement la guerre interétatique est de retour dans une Europe qui croyait l'avoir reléguée à tout jamais dans les poubelles de l'Histoire, mais elle conduit les deux camps à prendre des mesures qui n'ont d'autres bases que politiques tant elles contredisent toute logique économique, que ce soient les sanctions de grande ampleur prises par l'Union européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis, d'un côté, ou l'embargo énergétique décrété par la Russie, de l'autre. Le rêve d'un monde pacifié par le commerce s'est évanoui ; l'illusion d'un monde globalisé a explosé devant nos yeux. Nous sortons du tout-économique ; nous entrons dans le tout-politique. Or leurs logiques sont différentes : on passe des bénéfices du commerce privé à la préservation jalouse des intérêts de l'État, du profit qu'on peut calculer de manière comptable à celui qu'une collectivité exige arbitrairement.

L'avènement d'un monde multipolaire

Les fondements idéologiques et économiques du moment occidental, en cédant, ont emporté avec eux l'ordre qu'ils imposaient. D'unipolaire, le monde est devenu multipolaire. Le rapport des forces relatif se modifie progressivement aux dépens de l'Occident et au profit des puissances qui contestent sa prééminence. En parité de pouvoir d'achat, Le produit intérieur brut (PIB) de la Chine était en 1987 six fois inférieur à celui des États-Unis. En 2021, il lui est supérieur de 10 %. Aux côtés de la Chine, la Russie

est également de retour. Or les États-Unis ne sont plus qu'un gendarme fatigué, que ce soit chez les républicains ou chez les démocrates, et leurs alliés européens souffrent d'un vague à l'âme en termes démographiques comme économiques. La population européenne, qui atteint aujourd'hui 440 millions d'habitants, devrait diminuer jusqu'à 420 millions en 2050, en l'absence d'immigration substantielle. Ce n'est donc plus qu'un continent vieillissant.

Ce déclin relatif de l'Occident, la plupart des autres pays l'ont perçu et s'en accommodent. Ils y voient l'occasion de prendre ainsi leur revanche sur l'ingérence occidentale dont ils ont toujours dénoncé le deux poids, deux mesures et l'hypocrisie. Ils n'oublient pas que la guerre froide fut chaude pour beaucoup. De la Corée au Vietnam, de l'Iran à la Somalie, de l'Éthiopie au Moyen-Orient, des millions d'êtres humains périrent dans les conflits aux marges des deux empires, américain et soviétique. URSS et États-Unis se jouaient des souverainetés nationales pour imposer des régimes qui leur étaient proches. Restés la seule superpuissance, les États-Unis n'ont pas reculé devant le recours à la force. Non contents d'avoir envahi l'Irak en 2003 en violation ostensible du droit international, en invoquant un prétexte qui s'apparentait à un mensonge, ils ont multiplié les interventions militaires au nom de la lutte contre le terrorisme. Sans le moindre contrôle, leurs commandos, avions et drones ont éliminé à travers le monde des victimes dont nul n'a jamais pu vérifier si elles étaient effectivement des terroristes. Ce n'est donc pas la politique de puissance qui est de retour ; elle a toujours pesé de tout son poids ; c'est l'Europe, où elle y était douce et discrète, qui est contrainte de quitter son paradis artificiel et de s'y

replonger sous le regard ironique d'un reste du monde qui n'a cessé d'en souffrir.

Les autoritarismes peuvent relever la tête et affirmer leur solidarité. Certes, les États-Unis restent et resteront la première puissance pour les décennies à venir, mais d'absolute, leur supériorité n'est plus que relative. Levant le masque, les puissances que nous croyions intégrées de plus ou moins bonne volonté dans notre orbite en ont profité pour affirmer leur indépendance, quitte à se rire de nos valeurs et à ignorer nos intérêts pour leur préférer les leurs. L'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et d'autres, indifférents à nos objurgations, maintiennent ou même développent leurs relations commerciales avec l'agresseur russe. Enfin donnent-ils l'impression de nous dire : nous pouvons rêver d'un monde délivré de votre suprématie, nous pouvons y faire entendre notre voix. Nous, Occidentaux, nous découvrirons que nous ne sommes plus les maîtres bienveillants du monde. Nous n'en sommes plus que des acteurs parmi d'autres qui ne pensent pas comme nous et ne nourrissent pas à notre égard de sentiments particulièrement favorables.

Nous en étions là à la veille de la réélection de Donald Trump. En quelques semaines, le nouveau président a balayé notre conviction la plus profonde, la croyance en l'existence d'une communauté euro-atlantique où les querelles, pour être parfois violentes, ne remettaient pas en cause le sentiment d'appartenance à une même famille de nations qui partagent valeurs et mode de vie : l'Occident. À la fragmentation du monde que nous constatons avec inquiétude, s'est alors ajouté le retour des empires. Soudain, abandonnant toute prétention universaliste, jetant le masque, Chine, Russie et États-Unis paraissent vouloir

partager le monde en sphères d'influence où ils exerceraient leur hégémonie ; la première par le commerce et l'investissement, la deuxième par les armes et les derniers par une combinaison des trois. Nul ne sait désormais ce qui nous attend, nous Européens.

*Le besoin d'un dialogue
entre citoyens et diplomates*

Le dialogue entre le citoyen et le diplomate est donc plus que jamais nécessaire pour s'extraire de l'incompréhension qui les sépare afin de faire face ensemble aux dangers du monde qui vient. Trop souvent, le citoyen se fonde sur des idées dont il affirme à juste titre qu'elles peuvent revendiquer le bon sens le plus apparent et la morale la plus évidente, et il s'étonne que le diplomate ne les partage pas. À chaque crise, c'est le même dialogue de sourds où les bons sentiments des uns se heurtent aux prudences des autres. La réaction instinctive du citoyen est de faire appel à la morale de notre existence pour juger des politiques étrangères. Sortir de cette logique va à l'encontre de tout ce qu'il pense au plus profond de lui-même. Qu'un commentateur le refuse et sa sympathie lui est instinctivement acquise. Qu'il fasse allusion aux victimes du mal et son approbation l'accompagne. Que pourrait-on opposer aux souffrances humaines ? Il faut condamner ceux qui en sont responsables et ne pas se salir les mains à les fréquenter. Les combattre est le seul choix digne.

Cette incompréhension entre citoyen et diplomate trouve son origine la plus profonde dans le fait qu'ils vivent dans

deux mondes différents ; le premier dans celui des relations interpersonnelles où existe une morale transcendante et où des juges et des gendarmes font respecter les lois, et le second dans un monde sans juge ni gendarme où n'existe pas de morale partagée.

Il est difficile aujourd'hui de convaincre les Européens de renoncer à leur angélisme. En effet, ils ont espéré sortir de cette histoire dont ils avaient trop souffert. Ils sont passés de Bismarck à Walt Disney pour penser leur politique étrangère. Pourtant, comme un génie des Mille et Une Nuits, en un coup de baguette magique, les transporte en un autre monde, Poutine, en envahissant l'Ukraine, a révélé un paysage international qu'ils ne voulaient plus voir mais qu'ils ne peuvent désormais plus ignorer. Le 7 octobre 2023, le Hamas, en commettant ses atrocités en Israël, l'a confirmé.

Un réalisme plus nécessaire que jamais

Pour comprendre les relations internationales aujourd'hui, il faut donc se débarrasser des illusions réconfortantes et des certitudes apaisantes qui nous ont façonnés et oublier la douceur de vivre qui fut la nôtre afin de plonger dans les eaux glaciales de lendemains qui déchantent.

Non, l'Europe n'est pas un modèle mais une exception dont nous ne pouvons même pas savoir si elle en sera encore une dans quelques décennies, si elle n'aura pas sombré avec le reste du monde, si elle ne sera pas, à son tour, retournée à l'état de nature. La résistance à ce pessimisme ontologique est d'autant plus ferme en Occident qu'elle y trouve ses racines dans une double tradition, le christianisme et

le progressisme, l'un et l'autre d'ailleurs inséparables. Le christianisme affadi des temps modernes a oublié calvinisme et jansénisme pour prendre l'aspect d'un scoutisme où nul n'ose plus évoquer le péché originel. Dieu est bon ; il est loin, le temps où les croyants vivaient dans la terreur de son jugement insondable. Le Mal devient le mal, une erreur humaine sans signification anthropologique. La société qui a inventé Auschwitz est incapable d'en comprendre le sens métaphysique. Le progressisme, de son côté, a rejeté Marx comme les chrétiens l'ont fait avec saint Augustin. La lutte des classes s'est estompée comme la nature peccamineuse de l'homme. Avouons que ce sirop d'orgeat que sont devenues religion et politique ne nous préparait pas au retour de l'affrontement brutal vers lequel s'achemine notre existence collective, que ce soit à l'intérieur, avec le populisme, ou à l'extérieur, avec la guerre. La tragédie est de retour et nous, Occidentaux, sommes désarmés pour la vivre. Nous ne disposons pas des instruments intellectuels et moraux pour lui donner un sens. Notre seule aspiration, c'est celle à une prospérité éclairée sans éclat ni douleur où nous pourrions cultiver nos vertus privées. Au fond, l'Europe s'accommoderait de devenir une maison de retraite et un lieu de vacances où elle pourrait profiter de son État-providence et de sa qualité de vie – l'un et l'autre, il est vrai, incomparables. Pourquoi pas ? Encore faut-il que « les autres » nous le permettent. L'invasion de l'Ukraine n'est pas, à cet égard, un bon présage ; le voisinage d'une Afrique dont la population passera de 1,9 à 2,5 milliards en un quart de siècle non plus.

Nous avons vécu le « moment occidental » qui a vu le triomphe de l'hégémonie américaine. La politique étrangère

de la France s'y est adaptée vaille que vaille. Il s'achève. La scène du drame est posée, elle est nouvelle – ou, pour être exact, nous, Européens, la considérons ainsi parce que nous avons oublié les leçons de notre propre histoire : comment y être un acteur à la hauteur du texte ? Que devrait faire la France ?

CHAPITRE PREMIER

Le réarmement intellectuel

« L'analyste a tous les éléments en main ;
on le jugera sur sa puissance intellectuelle.
L'homme d'État doit agir à partir d'estimations
impossibles à vérifier au moment où il les formule.
L'histoire le jugera sur la perspicacité avec laquelle
il aura géré le changement inévitable
et surtout préservé la paix. »

Henry Kissinger, *Diplomatie*, 1994

« Le Prince peut se tromper, son conseil
peut être corrompu mais l'intérêt seul
ne peut jamais manquer : selon qu'il est bien
ou mal entendu, il fait vivre ou mourir les États. »

Henri de Rohan, *De l'Intérêt des princes*, 1629

Moins que jamais, dans ce double contexte troublé,
extérieur et intérieur, les relations internationales ne sont

de pieuses exhortations à la coopération, mais la gestion de la coexistence d'États jaloux de leurs droits et de leur sécurité. C'est au sens le plus profond du mot une communauté anarchique – c'est-à-dire un ensemble où n'existe aucune autorité, aucun ordre unanimement ou même seulement majoritairement accepté. La force relative y est le seul argument en dernière analyse, qu'elle s'exprime par la violence ou, plus subtilement et le plus souvent, par le biais de rapports de force qui n'ont pas besoin d'être dits pour être ressentis et qui peuvent prendre de multiples formes économiques, commerciales, financières, culturelles, etc.

C'est dans ce monde de fer que le diplomate doit conseiller le prince en charge des intérêts de son pays, dans ce monde où personne n'a la légitimité pour distinguer le mal du bien ni les moyens de punir le premier et de récompenser le second. Rien n'y permet au faible de s'abriter des ambitions du fort puisqu'il n'a aucune autorité tutélaire vers laquelle se tourner pour y trouver aide et justice. Il ne peut espérer de soulagement et de protection que de la part d'autres États. Mais comment attendre que d'autres risquent la vie de leurs soldats ou compromettent leurs intérêts pour lui au nom de principes ou de valeurs certes émouvants mais rarement concrets ? On ne fait pas la guerre par philanthropie. Pensez-vous que l'Occident aurait réagi aussi énergiquement si, au lieu d'envahir l'Ukraine, aux portes de l'Europe, la Russie s'en était prise à un pays d'Asie centrale ? Poser la question, c'est y répondre.

*Les États contraints de se mouvoir
dans une « jungle »*

Cette jungle fut la réalité des relations internationales en Europe depuis la chute de l'Empire romain. Au XVII^e siècle, notre continent ne connut qu'une année de paix, 1669. Au XX^e siècle, il produisit – si l'on ose dire – deux guerres mondiales et un génocide sans tenir compte des conflits mineurs et des atrocités sans nom des guerres civiles et des révolutions. Les États n'ont alors d'autre choix que d'assurer leur survie – c'est-à-dire, pour reprendre les termes qui étaient déjà ceux de l'historien grec Thucydide au V^e siècle avant J.-C., leur sécurité, leur prospérité et leur prestige. Ces trois notions sont évidemment liées, chacun confortant l'autre. La sécurité, c'est la minimisation des dangers non seulement par le maintien d'un appareil de défense substantiel, mais par le biais de la politique étrangère ; la prospérité, c'est une des bases du contrat social qui assure la solidité de la communauté nationale face aux épreuves et la capacité de se doter de forces armées ; le prestige enfin, cette notion difficile à comprendre à notre époque qui se veut rationnelle, c'est, en réalité, la projection symbolique de la puissance : accepter qu'on lui porte atteinte, c'est prouver sa faiblesse, subir un recul hiérarchique dans le concert des nations et encourager d'autres agressions. Comme l'a écrit Richelieu dans son *Testament politique* : « La réputation est d'autant plus nécessaire aux princes que celui duquel on a bonne opinion fait plus avec son seul nom que ceux qui ne sont pas estimés avec des armées. »

C'est de la conception qu'a chaque État de ces trois éléments que procède sa politique étrangère. Elle n'est pas seulement la conséquence mécanique d'une géographie et d'une puissance relative, elle est tout autant et parfois plus le reflet d'une histoire spécifique et d'un système politique.

Le réveil nécessaire des Européens

Le citoyen européen d'aujourd'hui doit se réarmer intellectuellement pour comprendre ce monde si éloigné de ses conceptions, de ses aspirations et de ses convictions. En d'autres termes, le lecteur doit s'attendre dans les pages qui viennent à connaître des haut-le-cœur et à avoir envie de protester devant un réalisme qu'il jugera parfois contraire à ses croyances les plus profondes. Mais est-il capable de proposer une autre politique qui soit non seulement conforme à celles-ci, mais également efficace et concevable dans les contraintes qui s'imposent à notre pays ? Le président de la République française n'est pas le pape qui, de son balcon, rappelle les exigences de la charité à un monde indifférent. Son auditoire, ce ne sont pas de pieux pèlerins ou de vertueux fidèles, mais des chefs d'État dont le seul objectif est la défense des intérêts de leur pays et qui, pour certains, sont prêts à piétiner usages et droit pour y parvenir. Il est trop facile d'exhiber sa vertu sans se préoccuper qu'elle ne conduise nulle part ; il l'est tout autant de prendre de haut nos intérêts, qu'ils soient de sécurité ou économiques. Défendre nos entreprises, ce n'est pas faire preuve d'une prétendue cupidité, mais promouvoir des investissements et des emplois sur notre territoire. Il n'y a rien de honteux à

TABLE

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Avant-propos | 9 |
| Introduction | 13 |
| CHAPITRE PREMIER. Le réarmement intellectuel | 27 |
| CHAPITRE II. La méthode | 55 |
| CHAPITRE III. Négociation | 71 |
| CHAPITRE IV. La France | 89 |
| CHAPITRE V. La refondation nécessaire des relations franco-allemandes..... | 115 |
| CHAPITRE VI. La crise du multilatéralisme | 127 |
| L'Union européenne accusée d'omnipotence, 128. – L'OTAN vue comme le relais de l'hégémonie américaine, 142. – Les Nations unies accusées d'impuissance, 152. | |
| CHAPITRE VII. Les États-Unis | 161 |
| CHAPITRE VIII. Trump et la fin de l'Occident | 185 |
| CHAPITRE IX. La nouvelle guerre froide | 205 |
| CHAPITRE X. Le retour de la guerre en Europe : Ukraine-Russie..... | 225 |

LEÇONS DE DIPLOMATIE

| | |
|------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE XI. Le Moyen-Orient ou le retour du chaos..... | 259 |
| CONCLUSION..... | 285 |
| Notes | 295 |